

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42 000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 19 février 2024

**Rapport de l'Inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 14/02/2024

**Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**IPACKCHEM SAS**  
LA CROIX DES SAGNES ST VICTOR SUR LOIRE  
42 230 Roche-la-Molière

Références : UID4243-EAR-024-054  
Code AIOT : 0006103440

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 février 2024 dans l'établissement IPACKCHEM SAS implanté ZA La Croix des Sagnes, Saint-Victor-sur-Loire 42 230 Roche-la-Molière. L'inspection a été annoncée le 01/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IPACKCHEM SAS
- ZA La Croix des Sagnes, Saint-Victor-sur-Loire, 42 230 Roche-la-Molière
- Code AIOT : 0006103440
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site IPACKCHEM de Saint-Victor-sur-Loire (42) fabrique des emballages en matières plastiques pour des substances chimiques aux propriétés spécifiques. Par ses procédés de fluoration en ligne, sont fabriqués des emballages spéciaux d'une contenance de 250 mL à 30 L.

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 20 avril 2023 suite au dépôt du dossier FGEN permettant la production directe de fluor sur site et adaptée au besoin de la production.

La mise en place du projet FGEN ayant pris du retard à cause des délais de livraison du matériel électronique et connectique, l'inspection avait pour but de faire un point de situation.

### Contexte de l'inspection :

- Récolement

### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension... .

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 20/04/2023, article 1.2	Demande d'action corrective	6 mois
2	Stockages	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Demande d'action corrective	7 mois
3	Organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 20/04/2023, article 6.6.6	Demande de justificatif à l'exploitant	8 mois
4	Rejets Aqueux	Arrêté Préfectoral du 20/04/2023, article 3.4.1	Demande d'action corrective	6 mois
5	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 20/04/2023, article 2.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	0 jour
6	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 20/04/2023, article 2.2.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Exercice Incendie ou déversement accidentel -	Arrêté Préfectoral du 20/04/2023, article 6.4.4	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La réalisation du projet FGEN a pris du retard. L'exploitant devra mettre à jour son POI et démanteler le matériel non utilisé quand la production de fluor par ce procédé aura débuté.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2023, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nature des installations et point de situation PROJET FGEN
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations exploitées relèvent des rubriques présentées dans le l'article 1.2 de l'AP du 20/04/2023
<b>Constats :</b> Point sur le projet FGEN : Les containers et du matériel ont été réceptionnés sur site mais le démarrage de fabrication du fluor ne serait effectif que dans plusieurs mois (début du second semestre 2024), la construction de l'unité se faisant au compte-goutte, les composants n'étant pas disponibles et leur délai de livraison s'étalant.  Les containers sont cependant reliés au scrubber et la rétention du vaisseau d'acide fluorhydrique anhydre tapissé d'absorbant, en cas de fuite. Un groupe électrogène a été installé pour garantir le refroidissement des containers s'il devait y avoir une panne d'électricité. Il alimente aussi le scrubber et les capteurs de détection.

<p>Le vaisseau de fluor a également été livré et stocké dans le container, sans être connecté à l'installation.</p> <p>Sur cette période de transition de l'installation de génération de fluor, le vaisseau est donc sur site, mais non connecté et 12 racks de F2N2 sont encore présents afin de pouvoir garantir la fabrication de fluor en attendant le démarrage de la nouvelle installation.</p> <p>L'arrêté préfectoral du 20 avril 2023, prévoyait que le stockage de racks de fluor passait de 10 à 6 au 1er/02/2024 (rubrique considérée 4713) soit au démarrage du projet FGEN.</p> <p>L'inspection considère que l'exploitant n'est pas responsable du retard sur le projet et admet que 10 racks soient encore en place après le 1er/02/2024 et ce jusqu'au démarrage du projet à condition de respecter les prescriptions relatives à la rubrique 4713 (volume maximal de fluor et HF limité à 900 kg).</p> <p>De plus, les 2 cas, perte de confinement du vaisseau ou perte de confinement d'un rack, ont été présentés dans l'étude de dangers produite lors de la présentation du projet et pris en considération par l'exploitant. Le risque est connu et maîtrisé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Afin de désencombrer la zone, dès la mise en route du projet FGEN :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– le nombre de racks de F2N2 maximum présents sur le site sera de 6.</li> <li>– les installations non nécessaires au fonctionnement du site seront démantelées (blender 2 par exemple)</li> <li>– la quantité de gaz F2N2 en bouteille sera limité à 85 kg.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

## N° 2 : Stockages

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions à mettre en place</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant détermine, pour chacune de ces parties de l'installation, la nature du risque (incendie, explosion ou émanations toxiques). Ce risque est signalé.</p> <p>Les aires de manipulation, manutention et stockage des produits font partie de ce recensement.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces différentes zones.</p> <p>Les locaux abritant le procédé visé par la rubrique 2661 ainsi que les locaux abritant les stockages de matières combustibles telles que consommables, matières premières et produits finis, dès lors</p>

qu'ils ne font pas l'objet par ailleurs d'un classement dans une autre rubrique de la nomenclature des installations classées pour l'environnement, font partie des locaux identifiés à risque incendie au sens du présent arrêté.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, il a été observé une zone tampon de produits finis vers le quai de déchargement sud du site. Cette zone de stockage (relevant de la rubrique 2663) est située dans le même bâtiment que la zone de fabrication des bidons (relatif à la rubrique 2661)</p> <p>Lors de l'étude de dangers déposée dans le PAC du projet FGEN, cette zone n'a pas été identifiée comme une zone de stockage de produits finis.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Action 1/ La mise à jour de l'étude de danger est nécessaire afin de garantir qu'il n'y a pas d'effets dominos sur le reste des installations du site.</p> <p>Une solution doit être proposée afin de permettre la même garantie de sécurité que les prescriptions fixées dans les arrêtés ministériels relatifs aux rubriques 2661 et 2663.</p> <p>Action 2/ Passé le délai proposé pour produire la mise à jour de l'EDD et étudier la solution nécessaire à la maîtrise du risque de propagation d'un incendie entre les deux zones, les mesures correctives doivent être mises en place.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<p><b>Proposition de délais :</b></p> <p>– Action 1 : 3 mois</p> <p>– Action 2 : 4 mois</p>

### N° 3 : Organisation des secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2023, article 6.6.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Organisation du Plan d'organisation interne
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) ou met à jour celui en vigueur sur le site sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers au plus tard à la mise en service de l'installation FGEN.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La dernière mise à jour du POI a été effectuée le 27 octobre 2023.</p> <p>Cependant une mise à jour des plans, des fiches réflexes, des actionneurs d'urgence (gaz, élec, vannes...) et une utilisation des termes d'urgence (DOI= directeur des opérations interne...) sont nécessaires. Les acteurs de la gestion de crise (EPI = équipier de première intervention...) doivent être identifiés rapidement, des listes doivent être mises à jour.</p> <p>Ce document doit pouvoir être remis aux pompiers en cas de besoin. Il faut réfléchir à un moyen de communication (type affichage sur panneau ou accès dans une boîte à lettres dédiée « POMPIERS »...).</p> <p>Le fonctionnement du site est continu (7 j/7 et 24 h/24). Pour les jours de fermeture programmés (Noël) une société de gardiennage prend le relais .</p> <p>Il faut s'assurer du niveau de compétence/connaissance des personnels de la société de</p>

<p>télésurveillance pour leur sécurité et celle du site.</p> <p>L'inspection précise à l'exploitant que tout incident doit être signalé à l'inspection :  – en heures ouvrées sur le numéro multi-poste suivant : <b>04-77-43-53-67</b>  – hors heures ouvrées à l'astreinte DREAL : <b>06-87-86-61-69</b>  <b>Ces numéros de téléphone sont à préciser dans le POI</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Le POI sera mis à jour, des exercices incendies seront réalisés, des personnes seront formées au risque incendie.</p> <p>le POI finalisé sera transmis à l'inspection en format informatique.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 8 mois</p>

#### N° 4 : Rejets Aqueux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2023, article 3.4.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillances des prélèvements et des rejets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Point de rejet référencé n°1 (eaux vannes et industrielles).</p> <p>Point de rejet référencé n°1bis (eaux industrielles).</p> <p>Points de rejet référencés n°2 et 2bis (eaux pluviales de voirie et de toitures) : 2 points de rejets au Nord et au Sud chacun équipé en amont d'un séparateur d'hydrocarbures.</p>
<p><b>Constats :</b>  Le point de rejet 1 bis correspond au rejet des 3<sup>èmes</sup> eaux de rinçage des bidons testés, utilisées au laboratoire, et qui rejoignent le réseau Eaux usées de la collectivité (vers la station biologique de la Croix des Sagnes).  Les premières et deuxièmes eaux de rinçage sont évacuées comme déchets.  Les dernières analyses ont été réalisées le 26 juillet 2023 et les résultats sont conformes.</p> <p>Les rejets eaux pluviales ont été analysés en juillet 2023 et les résultats sont non conformes.  L'exploitant explique que cette non-conformité vient du fait que le prélèvement a eu lieu après une période orageuse post sécheresse.</p> <p>Les analyses PFAS demandées à l'article 3 de l'arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per et poly-fluoroalkylées dans les rejets aqueux des ICPE :  Aucun PFAS n'a été détecté mais la présence d'AOF a une teneur de 80 µg/l a été mesurée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  – l'analyse des eaux pluviales doit être faite sur le premier semestre 2024 et les résultats doivent être envoyés à l'inspection, complétés d'un plan d'action si les résultats devaient être non conformes,</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>– au sujet des PFAS , l'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none"> <li>→ demander à ses fournisseurs quels sont les PFAS présents dans leurs fournitures puis réaliser une analyse sur les PFAS susceptibles d'être présents dans les fournitures</li> <li>→ enregistrer les résultats des analyses déjà réalisées et celles à venir sous l'application GIDAF</li> </ul> </li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 5 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2023, article 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites en concentration et en flux.
<b>Constats :</b> Les analyses ont été réalisées en mars et en novembre 2023 : <ul style="list-style-type: none"> <li>– à la sortie du scrubber (conduit 1) : on peut relever une vitesse au débouché de 3 m/s alors que la vitesse visée dans l'arrêté préfectoral est de 5,1 m/s.</li> <li>– les analyses des conduits 2,3,4,5 n'ont pas été vues en inspection et seront commentées ultérieurement.</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> – transmettre tous les rapports d'analyses des rejets atmosphériques à l'inspection pour l'année 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> dès réception du rapport

#### N° 6 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2023, article 2.2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Activités de transformation de matières plastiques
<b>Prescription contrôlée :</b> En application de l'article 59 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, l'exploitant justifiera sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté de l'absence de nécessité de canaliser les rejets de l'atelier de transformation des matières plastiques, notamment pour ce qui concerne les paramètres figurant à l'annexe III dudit arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant a réalisé l'étude mais celle-ci n'a pas été présentée lors de l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit transmettre l'étude et l'argumentaire associé à l'inspection pour justification du respect de cette prescription.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Exercice Incendie ou déversement accidentel -**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/04/2023, article 6.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation du personnel
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>7.4.4 Formation du personnel</p> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.</p> <p>Cette formation comporte notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,</li> <li>2. les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,</li> <li>3. des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,</li> <li>4. un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,</li> <li>5. une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.</li> </ol> <p>Des formations spécifiques au maniement des dispositifs de lutte contre l'incendie sont dispensées aux personnels constituant les équipes de première intervention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Des formations du personnel ont eu lieu en 2023 relatives aux spécificités de l'acide fluorhydrique et au projet FGEN.</p> <p>Une journée par an est dédiée à la sécurité.</p> <p>En 2024, une formation spécifique FGEN sera réalisée quand l'installation sera en fonctionnement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La liste des personnes formées en tant qu'équipier de première intervention sera jointe au POI.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois